

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 16 november 2017;

Gelet op het advies van ACTIRIS, gegeven op 14 december 2017;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 20 december 2017;

Gelet op het advies 62.888/1 van de Raad van State, gegeven op 16 februari 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel 6, paragraaf 1, IX, 7°, a) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 6 januari 2014, heeft de bevoegdheid inzake de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die vastgesteld worden in functie van de eigen kenmerken van de werknemers naar de gewesten overgeheveld vanaf 1 juli 2014;

Overwegende dat, rekening houdende met de werkloosheidsgraad in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder de jeugdwerkloosheid, het nu geregionaliseerde doelgroepenbeleid zich moet richten op de Brusselse werkzoekenden en werknemers, wat nieuwe begrotingskeuzes veronderstelt;

Op de voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, vervangen bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2016 en gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 september 2017, wordt vervangen als volgt :

“De doelgroepvermindering, zoals bedoeld in artikel 339 van de programmawet van 24 december 2002, kan worden toegekend voor een forfaitair bedrag van G1 voor werknemers die op de laatste dag van het kwartaal tenminste de leeftijd van 57 jaar en ten hoogste de leeftijd van 64 jaar bereikt hebben en in zoverre het referentekwartaalloon niet hoger is dan 10.500 euro.”

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2018.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Tewerkstelling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 maart 2018.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Tewerkstelling,
D. GOSUIN

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 novembre 2017;

Vu l'avis du Comité de gestion d'ACTIRIS, donné le 14 décembre 2017;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 20 décembre 2017;

Vu l'avis 62.888/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 février 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 6, paragraphe 1^{er}, IX, 7°, a) de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 6 janvier 2014, a transféré la compétence relative aux réductions de cotisations patronales de sécurité sociale qui sont établies en fonction des caractéristiques propres des travailleurs aux Régions, à partir du 1^{er} juillet 2014;

Considérant que, compte tenu du taux de chômage en Région de Bruxelles-Capitale et particulièrement celui des jeunes, la politique des groupes cibles désormais régionalisée doit se centrer sur les demandeurs d'emploi et travailleurs bruxellois et nécessite des orientations budgétaires nouvelles;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 23 juin 2016 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 7 septembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« La réduction groupe-cible, visée à l'article 339 de la loi-programme du 24 décembre 2002, peut être octroyée pour un montant forfaitaire s'élevant à G1 pour les travailleurs qui au dernier jour du trimestre sont âgés d'au moins 57 ans et d'au maximum 64 ans et pour autant que le salaire trimestriel de référence ne dépasse pas 10.500 euros. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018.

Art. 3. Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mars 2018.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargé de l'Emploi,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/11283]

22 FEVRIER 2018. — Décret relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Transport médico-sanitaire » : tout transport terrestre rémunéré ou non de patients, au départ de ou vers un dispensateur de soins, en ce compris les transferts inter-hospitaliers, effectué par ambulance ou véhicule sanitaire léger, par un personnel qualifié, à l'exception des transports visés par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

2° « Patient » : personne physique qui utilise un transport médico-sanitaire adapté à son état de santé;

3° « Ambulance » : véhicule terrestre équipé pour le transport médico-sanitaire, en position assise ou couchée, de patients nécessitant une surveillance de leur état de santé ou la dispensation de soins pendant la durée du transport;

4° « Véhicule sanitaire léger » : véhicule terrestre, équipé ou non pour le transport de personnes dont l'autonomie est réduite, adapté pour le transport médico-sanitaire, en position assise, de patients ne nécessitant pas une surveillance de leur état de santé, ni la dispensation de soins pendant la durée du transport;

5° « Service de transport médico-sanitaire » : toute personne physique ou morale exerçant une activité de transport médico-sanitaire sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° « Ambulancier » : toute personne possédant les qualifications déterminées par le Collège;

7° « Le Collège » : le Collège de la Commission communautaire française;

8° « Dispensateurs de soins » : les personnes énumérées à l'article 2 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

9° « La Commission permanente de concertation » : organe consultatif composé des représentants des secteurs concernés par le transport médico-sanitaire, chargé d'émettre des propositions, des avis et des recommandations au Collège.

Art. 3. Les services de transport médico-sanitaire :

1° garantissent l'intégrité physique et morale des patients;

2° respectent le bien-être des patients;

3° assurent une transparence tarifaire, vis-à-vis des patients, d'une part, et du Collège, d'autre part, notamment en publiant les tarifs pratiqués sur internet.

Art. 4. Tout service de transport médico-sanitaire dont le siège d'exploitation se situe sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, qui, en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française, doit être agréé conformément au présent décret et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 5. § 1^{er}. – Après avis de la Commission permanente de concertation, le Collège fixe les normes d'agrément du transport médico-sanitaire sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. – Les normes d'agrément concernent notamment :

1° les conditions relatives aux membres du personnel des services de transport médico-sanitaire dont :

a) le nombre de personnes devant être présentes lors de chaque transport en véhicule sanitaire léger;

b) le nombre de personnes ayant la qualification d'ambulancier devant être présentes lors de chaque transport en ambulance, ainsi que leur place à bord de l'ambulance pendant le transport;

c) les types de transport pour lesquels la présence d'un médecin et/ou d'un infirmier et/ou d'une personne possédant une qualification nécessaire à la surveillance du patient est requise, ainsi que leur place à bord du véhicule pendant le transport;

d) les qualifications requises du personnel présent à bord des ambulances et des véhicules sanitaires légers, les équivalences à ces qualifications et la formation continuée obligatoire;

2° les caractéristiques des ambulances adaptées au transport médico-sanitaire, lesquelles peuvent être classées en catégories par le Collège, après avis de la Commission permanente de concertation, en fonction notamment des qualifications du ou des professionnels de la santé devant être à bord, compte tenu de l'état de santé du patient, ou en fonction du type de véhicule et du matériel médical devant être utilisé;

3° l'équipement, les conditions d'hygiène, les caractéristiques techniques et l'aspect extérieur des véhicules sanitaires légers et des ambulances;

4° les caractéristiques des tenues d'intervention;

5° les règles relatives à l'affichage et à la transparence des tarifs, ainsi que les mentions spécifiques devant figurer sur la facture;

6° les obligations en matière de traçabilité de chaque transport médico-sanitaire réalisé, notamment l'identité et les qualifications du personnel impliqué et le type de véhicule utilisé;

7° l'honorabilité des personnes qui assurent la gestion d'un service de transport médico-sanitaire;

8° la remise annuelle, par les services de transport médico-sanitaire, d'un rapport d'activités;

9° la souscription à une assurance en responsabilité civile pour le service ainsi que pour chacun des membres du personnel;

10° sur avis de la Commission permanente de concertation, le Collège peut fixer les tarifs minima et maxima et les critères appliqués pour calculer le tarif que les services de transport médico-sanitaire peuvent demander à un patient.

Art. 6. Les services de transport médico-sanitaire exercent leurs tâches vis-à-vis des patients dans le respect :

1° de la notion d'égalité de traitement, en s'abstenant de toute discrimination directe ou indirecte, fondée notamment sur le statut, sur les convictions religieuses, philosophiques, un handicap ou une caractéristique physique, l'état de santé actuel ou futur, l'âge, l'état civil, le genre, l'orientation sexuelle, l'origine nationale ou ethnique, la situation familiale ou socio-économique;

2° des droits et libertés constitutionnels et légaux des patients dont le libre choix du service de transport médico-sanitaire, en tenant compte de leur état de santé;

3° de l'éthique médicale;

4° des obligations légales en matière de protection de la vie privée et d'échange de données, en particulier lorsque des informations sensibles relatives à l'état de santé des patients sont traitées.

Art. 7. § 1^{er}. – Tout service de transport médico-sanitaire relevant de la compétence de la Commission communautaire française est agréé par le Collège.

Tout service agréé doit mentionner son agrément par le Collège sur toutes les factures, ainsi que sur tout autre document officiel.

§ 2. – L'agrément est octroyé par le Collège, sur avis de la Commission permanente de concertation, aux services de transport médico-sanitaire qui respectent les normes fixées par ou en vertu du présent décret.

L'agrément est octroyé pour une période de six ans. Il est renouvelable.

§ 3. – Un agrément provisoire est accordé aux services de transport médico-sanitaire sollicitant un agrément et qui fournissent au préalable un plan financier démontrant qu'ils disposent des moyens nécessaires pour acquérir le matériel et engager le personnel requis.

L'agrément provisoire est octroyé pour une période de six mois, renouvelable une seule fois.

Pour pouvoir bénéficier d'un agrément provisoire, le service de transport médico-sanitaire ne doit pas avoir fait l'objet d'un refus ou d'un retrait d'agrément.

§ 4. – Le Collège fixe les règles de recevabilité et de composition du dossier de demande d'agrément.

§ 5. – Le Collège fixe le délai dans lequel la demande d'agrément provisoire doit être introduite, à partir de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 6. – Tout service de transport médico-sanitaire dont le siège d'exploitation se situe en dehors du territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, mais au sein de l'Union européenne et qui dispose d'un agrément délivré par l'autorité compétente du territoire sur lequel son lieu d'exploitation se situe, ou d'un titre équivalent, est autorisé à exercer ses activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, pour autant que les exigences normatives soient équivalentes, au moins aux articles 3 et 6 du présent décret.

§ 7. – Le service de transport médico-sanitaire qui suspend ou cesse ses activités en informe immédiatement le Collège, selon les modalités qu'il fixera.

Art. 8. § 1^{er}. – Le Collège fixe les procédures d'octroi, de renouvellement d'octroi, de retrait, de retrait urgent ainsi que de refus de l'agrément.

Il prévoit, notamment, la possibilité, pour le service concerné, de faire valoir son point de vue, oralement ou par écrit, préalablement à toute décision de retrait, retrait urgent.

Le Collège fixe les modalités d'une procédure de recours en cas de retrait, retrait urgent ou refus de l'agrément.

§ 2. – Le Collège retire l'agrément ou l'agrément provisoire en cas de non-respect des obligations du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, selon les modalités qu'il fixe conformément au § 1^{er}.

§ 3. – Lorsqu'il constate un manquement grave aux obligations du présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, susceptible de porter préjudice à la santé ou à la sécurité des personnes transportées, le Collège procède au retrait urgent de l'agrément ou de l'agrément provisoire, selon les modalités qu'il fixe conformément au § 1^{er}.

§ 4. – Le Collège veille à organiser, avec les autres collectivités fédérées compétentes ainsi qu'avec l'autorité fédérale, une procédure d'échange d'informations relatives à l'agrément, au retrait d'agrément, au refus de l'agrément des services de transport médico-sanitaire établis sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et relevant de sa compétence.

Art. 9. Les modalités de contrôle de la qualité des services offerts ainsi que du respect des conditions d'agrément sont fixées par le Collège.

Art. 10. Une Commission permanente de concertation est créée avec, notamment, pour mission, à la demande des membres du Collège ou d'initiative :

1° d'assurer une concertation entre les représentants des secteurs concernés par le transport médico-sanitaire;

2° d'émettre des avis et des recommandations sur les normes d'agrément, la formation du personnel présent à bord des ambulances et des véhicules sanitaires légers;

3° d'émettre des recommandations quant aux rapports, notamment financiers, entre les patients et les services de transport médico-sanitaire, en vue d'assurer la qualité, l'accessibilité et la viabilité financière des services de transport médico-sanitaire;

4° de faire toute proposition utile au Collège, concernant la qualité, l'accessibilité, la viabilité et l'efficacité du transport médico-sanitaire en général;

5° d'émettre des avis et des recommandations relatifs au contrôle technique des services de transport médico-sanitaire agréés par des organismes agréés.

Art. 11. La Commission permanente de concertation est composée de représentants des mutuelles, d'hôpitaux, des patients et des sociétés de transport médico-sanitaire dont le nombre est déterminé par le Collège.

La composition et les règles de fonctionnement de la Commission permanente de concertation sont fixées par le Collège.

La présidence de la Commission permanente de concertation est assurée par une personne désignée par le Collège.

Art. 12. Le Collège fixe les modalités d'une procédure de plainte ouverte aux patients.

Art. 13. § 1^{er}. – Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, les personnes qui exercent une activité de transport médico-sanitaire sans être titulaire d'un agrément, ou à la suite d'un retrait d'agrément ou d'une fermeture d'urgence.

Sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 100 à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui contreviennent aux normes d'agrément fixées par la présente ordonnance ou ses arrêtés d'exécution.

§ 2. – Les cours et tribunaux pourront interdire à la personne condamnée en vertu du § 1^{er} de gérer un service de transport médico-sanitaire soit lui-même, soit par personne interposée. Cette interdiction ne pourra excéder dix ans.

Art. 14. § 1^{er}. – Sans préjudice du retrait d'agrément, est passible d'une amende administrative :

1° l'exploitant qui fait une fausse déclaration, une déclaration incomplète ou omet de faire une déclaration quant aux obligations prévues par ou vertu du présent chapitre;

2° l'exploitant qui entrave l'exercice des missions des personnes visées à l'article 9 du présent décret, telles que fixées par le Collège;

3° l'exploitant qui ne donne pas suite aux injonctions du Collège dans le délai qui lui est imparti.

§ 2. – L'amende administrative est fixée à :

1° 2.000 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 1°;

2° 1.000 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 2°;

3° 500 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 3°.

§ 3. – En cas de récidive dans l'année de la constatation de l'infraction, les montants visés ci-avant sont doublés.

§ 4. – Le Collège :

1° désigne la personne chargée d'infliger les amendes administratives;

2° détermine la procédure de notification et les délais de paiement;

3° définit la procédure de recouvrement d'office en cas de non-paiement dans les délais impartis.

Art. 15. Dans le cadre des conditions d'autorisation et aux fins de mettre en œuvre les missions dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à l'organisation du transport médico-sanitaire, l'Administration et les services de transport médico-sanitaire traitent en exécution du présent décret et des arrêtés d'exécution au moins les données à caractère personnel suivantes :

1° concernant le personnel :

a) les données d'identification et les données relatives à la formation;

b) les données relatives à l'honorabilité.

2° concernant les trajets :

a) la traçabilité du trajet;

3° concernant les plaintes :

a) l'identité des membres du personnel concernés;

b) l'identité du patient.

Le délai de conservation est de dix ans pour les plaintes et de cinq ans pour les autres données. S'agissant des données sur le personnel, le délai prend cours à partir de la date du terme du contrat.

Art. 16. Le Collège fixe les conditions auxquelles les services de transport médico-sanitaires existants avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent être autorisés à poursuivre leurs activités entre l'entrée en vigueur du présent décret et la décision concernant la demande d'agrément provisoire.

Le Collège détermine également les dispositions transitoires relatives à la qualification des ambulanciers qui accompagnaient déjà les transports médico-sanitaires au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 17. Tous les deux ans, le Collège soumet à l'Assemblée de la Commission communautaire française, un rapport sur le transport médico-sanitaire établi avec l'appui de la commission permanente de concertation.

Ce rapport porte sur les deux dernières années civiles et comprend, notamment, les données statistiques suivantes :

1° la liste des services de transport médico-sanitaire, agréés ou agréés provisoirement;

2° le nombre de plaintes introduites;

3° le nombre de plaintes encore pendantes et de dossiers clôturés;

4° la liste des mesures prises à la suite des plaintes;

5° la liste des agréments retirés ou non renouvelés.

Art. 18. Le Collège fixe le jour de l'entrée en vigueur du présent décret.

Bruxelles, le 2 février 2018.

La Présidente,

Le Secrétaire
Bruxelles le 22 février 2018.

Le Greffier

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement,
du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme,

C. JODOGNE

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique,
de la politique de la Santé

D. GOSUIN

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle

C. FREMAULT

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées, de
l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/11283]

22 FEBRUARI 2018. — Decreet betreffende de organisatie van het niet-dringende ziekenvervoer

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft goedgekeurd en Wij, het College, bekrachtigen en vaardigen uit wat volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° "Niet-dringend ziekenvervoer": elk vervoer over de weg van patiënten tegen vergoeding of niet, van of naar een zorgverstrekker, met inbegrip van vervoer tussen ziekenhuizen, verricht per ambulance of met een lichte ziekenwagen door een gekwalificeerd persoon, met uitzondering van het vervoer bedoeld bij de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

2° "Patiënt": elke natuurlijke persoon die gebruik maakt van een aan zijn gezondheidstoestand aangepast niet-dringend ziekenvervoer ;

3° "Ambulance": landvoertuig uitgerust voor het niet-dringend ziekenvervoer van patiënten, in zittende of liggende houding, die tijdens de duur van het vervoer toezicht op hun gezondheidstoestand of zorgverstrekking nodig hebben;

4° "Lichte ziekenwagen": landvoertuig, dat al dan niet uitgerust is voor het vervoer van personen met een beperkte zelfredzaamheid, dat aangepast is voor het niet-dringend ziekenvervoer van patiënten, in zittende houding, die tijdens de duur van het vervoer noch toezicht op hun gezondheidstoestand, noch zorgverstrekking behoeven;

5° "Dienst voor niet-dringend ziekenvervoer": elke natuurlijke of rechtspersoon die op het tweetalige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een activiteit van niet-dringend ziekenvervoer verricht;

6° "Ambulancier": elke persoon die over de door het Verenigd College bepaalde kwalificaties beschikt;

7° "Het College": het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

8° "Zorgverleners": de personen opgesomd in artikel 2 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

9° "De Permanente Overlegcommissie": adviesorgaan samengesteld uit vertegenwoordigers van sectoren betrokken bij niet-dringend ziekenvervoer, gelast om voorstellen, adviezen en aanbevelingen te formuleren voor het College.

Art. 3. De diensten voor niet-dringend ziekenvervoer :

1° waarborgen de fysieke en morele integriteit van de patiënten;

2° eerbiedigen het welzijn van de patiënten;

3° waarborgen transparantie van de tarieven, enerzijds ten opzichte van de patiënten en anderzijds ten opzichte van het College onder anderen door de toegepaste tarieven op internet te publiceren.

Art. 4. Elke dienst voor niet-dringend ziekenvervoer waarvan de exploitatiezetel zich bevindt op het tweetalige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die, wegens haar organisatie, beschouwd moet worden als dienst die uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behoort, moet erkend zijn overeenkomstig dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 5. § 1^{er}. – Na advies van de Permanente Overlegcommissie bepaalt het College de erkenningsnormen voor het niet-dringend ziekenvervoer op het tweetalige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. – De erkenningsnormen hebben met name betrekking op:

1° de voorwaarden betreffende de personeelsleden van de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer, waaronder:

a) het aantal personen dat aanwezig moet zijn bij elk vervoer in een lichte ziekenwagen;

b) het aantal personen met de kwalificaties als ambulancier dat aanwezig moet zijn bij elk vervoer in een ambulance en hun plaats aan boord van de ambulance tijdens het vervoer;

c) het soort vervoer waarvoor de aanwezigheid van een arts en/of een verpleegkundige en/of een persoon die over de nodige kwalificatie beschikt om op de patiënt te waken, vereist is en hun plaats aan boord van het voertuig tijdens het vervoer;

d) de vereiste kwalificaties van het personeel aanwezig in de ambulances en in de lichte ziekenwagens, de gelijkstellingen met deze kwalificaties en de verplichte bijscholing;

2° de kenmerken van de voor het niet-dringend ziekenvervoer aangepaste ambulances die door het College, na advies van de Permanente Overlegcommissie, in categorieën kunnen worden ingedeeld, met name in functie van de kwalificaties van de gezondheidswerker(s) die in het voertuig aanwezig moet(en) zijn, gelet op de gezondheidstoestand van de patiënt, of in functie van het soort voertuig of van het medische materiaal dat moet worden gebruikt;

3° de uitrusting, de hygiënische omstandigheden, de technische kenmerken en de buitenkant van de lichte ziekenwagens en ambulances;

4° de kenmerken van de werkkledij;

5° de regels over de aanduiding en de transparantie van de tarieven en de specifieke vermeldingen die op de factuur moeten voorkomen;

6° de verplichtingen inzake de traceerbaarheid van elk uitgevoerd niet-dringend ziekenvervoer, met name de identiteit en de kwalificaties van het betrokken personeel en het soort voertuig dat gebruikt werd;

7° de eerbaarheid van de personen die een dienst voor niet-dringend ziekenvervoer beheren;

8° de jaarlijkse indiening van een activiteitenverslag door de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer;

9° het afsluiten van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor de dienst, alsook voor elk van de personeelsleden;

10. op advies van de permanente overlegcommissie kan het College de minimale en maximale tarieven, evenals de toegepaste criteria vastleggen voor de berekening van het tarief dat de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer aan de patiënten mogen vragen.

Art. 6. De diensten voor niet-dringend ziekenvervoer moeten hun taken ten aanzien van de patiënten uitoefenen met naleving:

1° van het principe van de gelijkheid van behandeling, te weten zonder rechtstreekse of indirecte discriminatie op basis van met name statuut, godsdienstige of filosofische overtuigingen, handicap of lichamelijke eigenschap, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, leeftijd, burgerlijke staat, gender, seksuele geaardheid, nationale of etnische oorsprong, gezins- of sociaaleconomische toestand;

2° van de grondwettelijke en wettelijke rechten en vrijheden van de patiënten waaronder de vrije keuze van de dienst voor niet-dringend ziekenvervoer, met inachtneming van hun gezondheidstoestand;

3° van de medische deontologie;

4° van de wettelijke verplichtingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de uitwisseling van gegevens, in het bijzonder wanneer gevoelige informatie over de gezondheidstoestand van de patiënten behandeld wordt.

Art. 7. § 1. – Elke dienst voor niet-dringend ziekenvervoer die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie valt, wordt door het College erkend.

Elke erkende dienst moet zijn erkenning door het College vermelden op alle facturen, alsook op elk ander officieel document.

§ 2. – De erkenning wordt toegekend door het College, op advies van de permanente overlegcommissie, aan de uitbaters van diensten voor niet-dringend ziekenvervoer die aan de door of krachtens dit decreet bepaalde normen voldoen.

De erkenning wordt toegekend voor een periode van zes jaar. Ze kan worden hernieuwd.

§ 3. – Een voorlopige erkenning wordt verleend aan de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer die een eerste erkenning aanvragen en die vooraf een financieel plan voorleggen waaruit blijkt dat zij over de nodige middelen beschikken om het materiaal aan te schaffen en om het vereiste personeel aan te werven.

De voorlopige erkenning wordt toegekend voor een periode van zes maanden, die een keer hernieuwbaar is.

Om in aanmerking te komen voor een voorlopige erkenning, mag de dienst voor niet-dringend ziekenvervoer niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een weigering of intrekking van de erkenning.

§ 4. – Het College bepaalt de regels voor de ontvankelijkheid en samenstelling van het aanvraagdossier voor erkenning.

§ 5. – Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet bepaalt het College de termijn waarin de voorlopige erkenningsaanvraag moet worden ingediend.

§ 6. – Elke dienst voor niet-dringend ziekenvervoer waarvan de exploitatiezetel zich buiten het tweetalige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, maar binnen de Europese Unie, en die beschikt over een erkenning uitgereikt door de bevoegde overheid van het grondgebied waarop zijn exploitatiezetel zich bevindt, of een gelijkaardige titel, is toegelaten om zijn activiteiten uit te oefenen op het tweetalige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover de normatieve voorschriften minstens gelijkwaardig zijn aan de artikelen 3 en 6 van dit decreet.

§ 7. – De dienst voor niet-dringend ziekenvervoer die zijn activiteiten tijdelijk staakt of stopzet, brengt het College daar onmiddellijk van op de hoogte, volgens de nadere regels die het College zal bepalen.

Art. 8. § 1. – Het College bepaalt de procedures voor de toekenning, de vernieuwing van de toekenning, de intrekking en de dringende intrekking, alsook de weigering van de erkenning.

Het voorziet met name in de mogelijkheid voor de betrokken dienst om zijn standpunt voorafgaand aan elke beslissing tot intrekking of dringende intrekking, zowel mondeling als schriftelijk, te laten gelden.

Het College bepaalt de nadere regels voor een beroepsprocedure in geval van intrekking, dringende intrekking of weigering van de erkenning.

§ 2. – Het College trekt de erkenning of de voorlopige erkenning in wanneer de verplichtingen van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten niet worden nageleefd, volgens de nadere regels die het overeenkomstig § 1 bepaalt.

§ 3. – Bij vaststelling van een ernstige tekortkoming ten opzichte van de verplichtingen van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan die nadelig kan zijn voor de gezondheid of de veiligheid van de vervoerde personen, gaat het College over tot de dringende intrekking van de erkenning of van de voorlopige erkenning, volgens de nadere regels die het overeenkomstig § 1 bepaalt.

§ 4. – Het College ziet erop toe om, met de andere gefedereerde entiteiten en de federale overheid, een procedure van gegevensuitwisseling te organiseren met betrekking tot de erkenning, de intrekking van de erkenning of het weigeren van de erkenning van de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer gevestigd op het tweetalige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die onder zijn bevoegdheid vallen.

Art. 9. De nadere regels voor de controle op de kwaliteit van de aangeboden diensten en de naleving van de voorwaarden voor erkenning worden bepaald door het College.

Art. 10. Een Permanente Overlegcommissie wordt opgericht, met in het bijzonder als opdracht om, op verzoek van de leden van het College of op eigen initiatief:

1° overleg tussen de vertegenwoordigers van de sectoren betrokken bij niet-dringend ziekenvervoer te waarborgen;

2° adviezen en aanbevelingen uit te brengen over de erkenningsnormen, de opleiding van het personeel aan boord van de ambulances en lichte ziekenwagens;

3° aanbevelingen uit te brengen over de – met name – financiële verhoudingen tussen de patiënten en de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer, met het oog op het waarborgen van de kwaliteit, toegankelijkheid en financiële levensvatbaarheid van de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer;

4° elk mogelijk nuttig voorstel te doen aan het College met betrekking tot de kwaliteit, toegankelijkheid, levensvatbaarheid en efficiëntie van het niet-dringend ziekenvervoer in het algemeen;

5° adviezen en aanbevelingen uit te brengen betreffende de technische controle van de erkende diensten voor niet-dringend ziekenvervoer door erkende instellingen;

Art. 11. De Permanente Overlegcommissie is samengesteld uit vertegenwoordigers van de ziekenfondsen, ziekenhuizen, patiënten en bedrijven voor niet-dringend ziekenvervoer, waarvan het aantal bepaald wordt door het College.

Het College zal toezien dat de vertegenwoordigers van de diensten betrokken bij het niet-dringend ziekenvervoer binnen de Permanent Overlegcommissie zetelen.

Het voorzitterschap van de Permanente Overlegcommissie wordt waargenomen door een door het College aangeduid persoon.

Art. 12. Het College bepaalt de nadere regels voor een klachtenprocedure die openstaat voor de patiënten.

Art. 13. § 1. – Degenen die een activiteit van niet-dringend ziekenvervoer uitoefenen zonder erkenning of na een intrekking van de erkenning of van een dringende sluiting, worden gestraft met drie maanden tot twee jaar opsluiting en met een boete van 1.000 à 10.000 euro of slechts met één van die straffen.

Degenen die de erkenningsnormen bepaald in dit decreet of haar uitvoeringsbesluiten overtreden, worden gestraft met veertien dagen tot zes maanden opsluiting en met een boete van 100 tot 5.000 euro of met één van die straffen.

§ 2. – De hoven en de rechtbanken kunnen krachtens § 1 de veroordeelde verbieden, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, een dienst voor niet-dringend ziekenvervoer te beheren. Dat verbod mag niet langer duren dan tien jaar.

Art. 14. § 1. – Onverminderd de intrekking van de erkenning, wordt gestraft met een administratieve geldboete:

1° de exploitant die een valse of onvolledige aangifte doet of verzuimt een aangifte te doen i.v.m. de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet ;

2° de exploitant die de uitoefening van de opdrachten van de personeelsleden verhindert zoals bedoeld in artikel 9 van dit decreet door het College;

3° de exploitant die geen gevolg geeft aan de bevelen van het College binnen de hem opgelegde termijn.

§ 2. De administratieve geldboete wordt vastgesteld op:

1° 2.000 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 1°;

2° 1.000 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 2°;

3° 500 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 3°.

§ 3. Bij herhaling binnen het jaar volgend op de vaststelling van de overtreding, worden de hierboven bedoelde bedragen verdubbeld.

§ 4. – Het College:

1° duidt de persoon aan die belast wordt met het opleggen van de administratieve geldboetes;

2° bepaalt de kennisgevingsprocedure en de betaaltermijnen;

3° de procedure voor de ambtshalve inning bij niet-betaling binnen de opgelegde termijn.

Art. 15. In het kader van de toelatingsvoorwaarden en voor de uitvoering van de opdrachten in het kader van de uitoefening van de bevoegdheid betreffende de organisatie van het niet-dringend ziekenvervoer, verwerken het Bestuur en de diensten voor niet-dringend ziekenvervoer in uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan minstens de volgende persoonsgegevens:

1° met betrekking tot het personeel:

a) de identificatiegegevens en gegevens betreffende de opleiding;

b) de gegevens betreffende de eerbaarheid.

2° met betrekking tot de trajecten:

a) de traceerbaarheid van het traject;

3° met betrekking tot de klachten:

a) de identiteit van de betrokken personeelsleden;

b) de identiteit van de patiënt.

De termijn voor de bewaring bedraagt tien jaar voor de klachten en vijf jaar voor de andere gegevens. Wanneer het de gegevens over het personeel betreft, gaat de termijn in vanaf de datum van de beëindiging van de overeenkomst.

Art. 16. Het College bepaalt de overgangsmaatregelen die het mogelijk maken voor de op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet actieve diensten voor niet-dringend ziekenvervoer om hun activiteiten voort te zetten tussen de dag van inwerkingtreding van dit decreet en de beslissing over een aanvraag tot voorlopige erkenning.

Het College bepaalt eveneens de overgangsmaatregelen betreffende de kwalificatie van de ambulanciers die al niet-dringend ziekenvervoer begeleidden op het moment van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 17. Elke twee jaar legt het College aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie een verslag voor over het niet-dringend ziekenvervoer, opgesteld met de steun van de permanente overlegcommissie.

Dit verslag heeft betrekking op de laatste twee kalenderjaren en omvat, met name, de volgende statistische gegevens :

1° de lijst met erkende of voorlopig erkende diensten voor niet-dringend ziekenvervoer;

2° het aantal ingediende klachten;

3° het aantal nog hangende en afgesloten klachten;

4° de lijst met de maatregelen die getroffen werden naar aanleiding van de klachten;

5° de lijst met de ingetrokken of niet vernieuwde erkenningen.

Art. 18. Het College bepaalt de dag van inwerkingtreding van dit decreet.

Brussel, 2 februari 2018.

De Voorzitter,

De secretaris
Brussel, 22 februari 2018.

De griffier

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

F. LAANAN

Minister-President van de Franstalige Brusselse Regering belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer,
Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT

Minister van de Franstalige Brusselse Regering belast met Sociale Cohesie en Toerisme

C. JODOGNE,

Minister van de Franstalige Brusselse Regering belast met Openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN

Minister van de Franstalige Brusselse Regering belast met Beroepsopleiding

C. FREMAULT,

Minister van de Franstalige Brusselse Regering belast met Gezin, Personen met een Handicap,
Sociale Actie en Internationale Betrekkingen

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/11284]

1^{er} MARS 2018. — Arrêté 2018/ 374 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'approbation de l'actualisation de deux référentiels de validation de compétences associés au métier de « Instructeur de cours collectif fitness (H/F) » dans le cadre de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu l'Accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, l'article 9 ;

Vu le Décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 7 novembre 2003 portant assentiment de l'Accord de coopération du 24 juillet 2003, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Vu l'approbation du Comité directeur du 28 juin 2017 ;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle,

Arrête :

Article 1^{er}. Les référentiels de validation des compétences relatifs au métier d'instructeur de cours collectif fitness sont approuvés comme suit :

Métier	Titres	Code
Instructeur de cours collectif fitness	Unité de Compétence 1 : Assurer l'accueil des pratiquants et intervenir en cas d'incident/accident	INSTRUFIT-COL1
	Unité de Compétence 2 : Gérer les questionnaires et les tests liés à la pratique du fitness, préparer, animer et gérer une séance	INSTRUFIT-COL2

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2018.

Le Membre du Collège ayant la Formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} mars 2018.

Pour le Collège :

F. LAANAN,

Présidente du Collège de la Commission communautaire française

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle